

Les débuts de la mission de Hugh Swinton Legaré, chargé d'affaires des États-Unis à Bruxelles (septembre-décembre 1832)

Henri Laurent

Citer ce document / Cite this document :

Laurent Henri. Les débuts de la mission de Hugh Swinton Legaré, chargé d'affaires des États-Unis à Bruxelles (septembre-décembre 1832). In: Bulletin de la Commission royale d'histoire. Académie royale de Belgique. Tome 102, 1937. pp. 33-75;

doi : <https://doi.org/10.3406/bcrh.1937.1736>

https://www.persee.fr/doc/bcrh_0001-415x_1937_num_102_1_1736

Fichier pdf généré le 01/05/2018

**Les débuts de la mission de Hugh Swinton Legaré,
chargé d'affaires des États-Unis à Bruxelles
(septembre-décembre 1832),**

par HENRI LAURENT.

Le 20 avril 1832, une lettre du Secrétaire d'État de l'Union, Edward Livingston, joignait à Charleston, (Caroline du Sud), l'Attorney General de cet État, Hugh Swinton Legaré, et lui confirmait sa nomination par le Sénat, de chargé d'affaires près le Roi des Belges. Comme le Ministre nommé à Washington par celui-ci, le comte de Behr, était en route pour les États-Unis, muni de pleins pouvoirs pour négocier un traité de commerce belgo-américain, Livingston mandait à Legaré qu'il n'y avait pas lieu pour lui de s'apprêter à gagner Washington avant six semaines ou deux mois, pour y prendre ses lettres de créance et ses instructions. On imagine que le Secrétaire d'État était enchanté que ces circonstances lui permissent de laisser ce délai considérable à Legaré, qui était de ses amis : le choléra faisait rage dans tous les États de la côte de l'Atlantique, comme dans toute l'Europe occidentale. Le jeune chargé d'affaires ne manqua pas de profiter de cette liberté, et ne gagna pas Washington avant la mi-juin.

Les relations diplomatiques belgo-américaines avaient été nouées à l'initiative du Ministre des

Affaires étrangères du jeune royaume, De Muelenaere. Celui-ci avait fait remettre le 18 novembre 1831 une lettre au Ministre des États-Unis à La Haye, Davezac, pour lui faire connaître l'intention du gouvernement belge d'accréditer un agent diplomatique auprès du Président des États-Unis. Dès le 3 décembre, Davezac fit prévoir une réponse favorable à De Muelenaere, et lui demanda sur quelles bases il croyait qu'on pourrait conclure un traité de commerce entre les deux États.

Les démarches que fit De Muelenaere en vue de préparer les positions belges dans la négociation de ce traité, furent nombreuses et variées : il consulta la Commission supérieure du Commerce et de l'Industrie, les chambres de commerce d'Anvers, d'Ostende, d'Ypres et de Courtrai; il fit élaborer un rapport sur les possibilités d'échanges entre les deux pays, par Vilain XIII. Toutes ces démarches témoignent à la fois des efforts remarquables que faisait le gouvernement belge en matière de politique commerciale, au moment où le pays traversait une terrible crise diplomatique qui mettait son existence en danger. Ils témoignent aussi de l'ignorance et de l'apathie qu'il devait surmonter dans les milieux les plus intéressés à ces négociations. L'histoire de cette première tentative de relations commerciales belgo-américaines, conduite par le comte de Behr à Washington ⁽¹⁾, a été retracée dans une thèse soutenue à l'Université de Bruxelles par Miss M. K. Chase, demeurée inédite, mais dont un exemplaire du manuscrit a été déposé

(1) Désiré Behr, né à Maestricht en 1793, premier secrétaire à Londres le 1^{er} mars, chargé d'affaires à Berlin le 1^{er} avril, nommé par arrêté royal du 10 avril 1832 ministre résident à Washington.

aux Archives du Ministère des Affaires étrangères ⁽¹⁾.

Revenons à Legaré et arrêtons-nous un instant à sa curieuse personnalité, au moment où il va s'embarquer à New-York pour rejoindre son poste.

Hugh Swinton Legaré ⁽²⁾ était né à Charleston en 1797. La famille de son père, d'origine normande huguenote — la graphie première devait être l'Egaré —, était installée à Charleston depuis 1696. Sa mère, Mary Swinton, était d'origine écossaise. Après des études classiques extraordinairement fortes (comme en témoignent tous ses écrits) au Collège universitaire de la Caroline du Sud, où il reçut sa maîtrise en 1814, il fit un premier voyage en Europe en 1818-1819 : il séjourna à Paris, visita l'Angleterre et l'Écosse, se rendit par la Belgique en Rhénanie, puis en Italie par la Suisse. De retour dans le nouveau continent, il fut élu à 24 ans membre de la Chambre des Députés de son État natal, et y siégea de 1820 à 1822, puis après deux années d'activité au barreau de Charleston, un second terme à partir de 1824. Nommé Attorney General (Ministre de la Justice) de l'État en 1830, les

(1) Cet ouvrage, publié, dispenserait de recourir à E. DE BORCHGRAVE, *Les premières relations diplomatiques entre la Belgique et les États-Unis* (BULLETINS DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, 2^{me} série, t. XXXVII, pp. 731-771), et à CH. PETY DE THOZÉE, *Système commercial de la Belgique et des principaux pays de l'Europe et de l'Amérique* (Bruxelles, 1875, 2 vol.), t. II, pp. 84-97. Nous nous en servons dans l'article que nous donnons à la *Revue d'histoire moderne*, sur le même sujet.

(2) V. la biographie qui sert d'Introduction aux deux volumes de ses *Writings*, publiés en 1846 par sa sœur Mary (v. inf., p. 39, n. 2), et la thèse de Miss L. RHEA, consacrée surtout à l'œuvre littéraire de H. S. Legaré. *A Charleston Intellectual* (Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1934, THÈSE DE PHILOSOPHIE, Université Vanderbilt, Tennessee).

qualités qu'il déploya dans cette charge attirèrent sur lui l'attention du Secrétaire d'État (Ministre des Affaires étrangères) de l'Union, Livingston. Nous avons vu celui-ci lui offrir le poste de chargé d'affaires à Bruxelles, que Legaré occupa jusqu'à 1836. Le portrait qu'il convient de tracer de lui serait imparfait, si on ne le complétait par le récit de sa carrière après son retour de Bruxelles. Celle-ci se déroule dès lors en grande partie dans le plan fédéral. Legaré siège au Congrès à Washington jusqu'à 1839, date où il refuse de se représenter et retourne au barreau de Charleston, mais pour deux ans seulement; cédant aux instances de ses amis de Washington, il accepte le poste d'Attorney General de l'Union (Ministre de la Justice des États-Unis) dans le Cabinet Tyler en 1841. La mort le surprend le 20 juin 1843 à l'âge de 47 ans, à Boston, Massachusetts, au moment où la retraite de Webster venait de le porter à la tête du Département d'État.

Mais sa carrière politique n'avait pas absorbé toute son activité. Il avait presque sans arrêt collaboré à la *Southern Review*, qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire littéraire des États-Unis. En bref, Legaré apparaît comme un personnage tout à fait représentatif de cette *gentry* des États du Sud, à qui le régime de la grande propriété et l'esclavagisme assuraient des conditions d'existence faciles et des loisirs qu'elle employait en général à se cultiver, à suivre le mouvement des idées européen, regardant l'industrie et la marchandise comme une dérogeance, pratiquant la politique comme un art de gouverner selon des modèles classiques et que l'on perfectionne par la lecture et les voyages; habituée à commander habilement sur les champs de bataille, comme elle le fit bien voir pendant la guerre de Sécession. Legaré

fut un représentant si typique de cette classe sociale, que les gens du Sud lui ont conservé à bon droit un souvenir toujours vivant ⁽¹⁾ et que Mrs. Beecher Stowe, poussée par on ne sait quelle *Schadenfreude*, n'a pas hésité à le présenter dans son livre *Uncle Tom's Cabin*, si injuste et si partial, derrière un pseudonyme à peine dissimulé — Simon Legree —, sous les traits d'un personnage abominable, cruel propriétaire d'esclaves ⁽²⁾.

Il suffit d'avoir parcouru les écrits de Legaré et de réfléchir à l'influence énorme exercée par le roman de Mrs. Stowe pour mesurer à leur juste valeur les reproches que les gens du Sud ont pu légitimement faire à l'illustre romancière.

Legaré arriva à Paris le 19 août 1832, accompagné du général Wool ⁽³⁾, chargé par le Département de la

(1) Une statue lui a été élevée à Charleston, et un boulevard y porte son nom.

(2) L'identification ne fait pas de doute. Les Américains prononçaient et prononcent ce nom (il y a encore aujourd'hui des Legaré, petits-neveux de Hugh Swinton) comme *Legree* (l'équivalent français serait très exactement le mot *Le gril*, l'i légèrement mouillé). Dans une lettre à ses sœurs, datée de Bruxelles, 24 mars 1833, il écrit : « Except that they call me *Legarry* instead of *Legree*, I could almost fancy myself at home... » (Si l'on ne m'appelait pas ici Legaré au lieu de Legril, je pourrais presque m'imaginer que je suis chez moi) (*Writings*, t. I, p. 249). Le mot par lequel Legaré figure en 1833 la prononciation exacte de son nom, est précisément celui du triste héros du livre de Mrs. Stowe, qui ne fut écrit qu'en 1851.

(3) Wool (E.-J.), né à Newbury, N.-Y., en 1784. Libraire à Troy, puis étudiant en droit. Entra dans l'armée pendant la guerre anglo-américaine de 1812, capitaine d'infanterie dès cette année, et lieutenant-colonel en 1813. Demeuré à l'armée, nommé brigadier-général en 1831. En mission en France et en Belgique en 1832. Pendant la guerre du Mexi-

Guerre d'une mission d'études sur les progrès réalisés récemment en Europe en matière de poliorcétique et de fortifications. Legaré n'était pas pressé de gagner son poste, désireux qu'il était de s'entourer à la Cour de Paris d'informations sur les affaires de Belgique, et escomptant sans doute que la Prusse et l'Autriche reconnaîtraient la Belgique avant son arrivée à Bruxelles, et qu'ainsi la cérémonie de la remise de ses lettres de créance donnerait moins d'ombrage à ces Puissances, précédées par les États-Unis dans la voie de la reconnaissance du royaume de Belgique. Wool au contraire, désirait vivement arriver en Belgique avant la reprise des hostilités. Legaré fut reçu à Neuilly, où la Cour de Louis-Philippe résidait encore à cause des troubles récents (les manifestations qui avaient marqué les funérailles du général Lamarque et la prise des barricades du cloître Saint-Merri). Il a peint de la famille du roi bourgeois un portrait un peu fade, à la Greuze.

Arrivé à Bruxelles le 21 septembre, il fut reçu le 26 par le Ministre des Affaires étrangères, général Goblet ⁽¹⁾, et par le Roi. Le récit des entretiens qu'il

que (1846), organisa un corps de volontaires et participa à l'invasion; nommé major-général, reçut les remerciements du Congrès et un sabre d'honneur. Campagne contre les Indiens dans l'Orégon en 1856. Au début de la guerre de Sécession, sauva Fort Monroe et, par là, Washington, mais en prenant des initiatives qui lui valurent un blâme du Secrétaire de Guerre. Il prit Norfolk (Virginie) en mai 1862, et fut nommé commandant du VIII^e Corps d'Armée. Il demeura ensuite au front, mais sans commandement. Mort à Troy, en 1869.

(1) GOBLET (Albert-Joseph), comte d'Alviella (Tournai, 1790-Bruxelles, 1873), officier du Génie dans l'armée française, puis dans celle des Pays-Bas. Colonel, puis général de bri-

eut avec le Roi ce jour-là et vers la mi-octobre, est très intéressant. Nous y voyons Léopold I^{er} projeter de ressusciter la prospérité d'Anvers, en en faisant un port libre auquel on assurerait la navigation sans entraves sur l'Escaut; discuter tarifs non sans compétence, et forcer l'admiration du représentant de la grande république ⁽¹⁾.

Legaré fut bientôt installé 9, rue des Sablons, propriétaire d'un superbe équipage de chevaux anglais qu'il conduisait tous les jours à l'Allée Verte et sur les boulevards de 4 à 5; reçu dans la société aristocratique de Bruxelles, et tout particulièrement chez le prince Auguste d'Arenberg qui l'estimait beaucoup; à la recherche d'éditions rares chaque matin chez le libraire Somerhausen, rue de la Madeleine; au théâtre tous les soirs. Ses écrits ⁽²⁾ sont des plus précieux pour

gade, directeur du Génie, Ministre de la Guerre dans le premier Cabinet du Régent; chef d'Etat-Major pendant la campagne des Dix-Jours. Député de Tournai. Plénipotentiaire à la Conférence de Londres. Ministre des Affaires étrangères le 18 septembre 1832.

(1) De son côté, Léopold I^{er} n'oublia pas Legaré. Lorsqu'il alla en Angleterre, en 1843, il remit un message pour lui à l'ambassadeur des États-Unis, Everett, lui mandant que « non seulement on se le rappelle, et on l'estime encore, mais on l'aime sincèrement » (*Writings*, Préface, p. LXIII).

(2) *Writings of Hugh Swinton Legaré*, late Attorney General and Acting Secretary of State of the United States; consisting of a *diary of Brussels* and *Journal of the Rhine*; *extracts from his private and diplomatic correspondance*; *orations and speeches*; and *contributions to the New York and Southern Review*. Prefaced by a *memoir of his life*. Embellished with a portrait. Edited by his sister (Mary Swinton Legaré). Charleston, Philadelphia, New-York, Boston, 1846, 2 vol. in-8°.

Ces deux volumes comprennent en réalité : a) au t. I, pp. 1-100, une partie du journal de Legaré à Bruxelles (du

l'étude de la vie à Bruxelles pendant les premières années de l'indépendance. On y voit très bien les obstacles que le Roi et la Reine durent surmonter pendant ces années dans les milieux diplomatiques et aristocratiques de Bruxelles, qui ne reconnaissaient pas encore leur légitimité.

Mais les dépêches de Legaré au Département d'État offrent un intérêt bien plus considérable, et pour deux raisons. Tout d'abord, il est le seul diplomate étranger accrédité à Bruxelles qui soit vraiment impartial, le pays qu'il représente n'étant pas engagé dans le conflit qui met les Puissances aux prises à propos de la Belgique ⁽¹⁾. Et d'autre part, ses rapports sont extrêmement remarquables, marqués au coin de la science juridique la plus sûre, en même temps que de l'esprit de finesse et du sens des réalités les plus déliés.

Nous donnons ci-dessous une brève analyse des premières de ces dépêches pour en souligner l'intérêt.

Legaré était arrivé à Bruxelles au moment où le roi Guillaume, maître des bouches de l'Escaut, s'immobilisait dans sa « politique de persévérance », après

1^{er} mai au 2 octobre 1833); b) pp. 103-151, les souvenirs rapportés par Legaré de deux voyages, l'un à Bonn, du 6 au 28 mai 1835, et l'autre en Prusse, en Bavière et en Bohême, du 18 avril au 16 mai 1836; c) pp. 153-202, un choix (très arbitraire, comme pour les fragments du journal) de dépêches diplomatiques des années 1832 à 1835; d) pp. 203-231 et 236-256, seize lettres écrites de Bruxelles à sa mère, à sa sœur et à divers amis, entre le 2 octobre 1832 et le 12 juin 1833.

Selon Miss RHEA, *op. cit.*, Préf., pp. VII-VIII, une partie de ses papiers demeurés inédits est conservée par son petit-neveu, Mr. W. G. Chisolm, de New-York.

(1) F. VAN KALKEN, *Hist. du royaume des Pays-Bas et de la révolution belge en 1830* (Brux., 1910); F. DE LANNOY, *Hist. diplom. de l'indépendance belge* (Brux., 1930).

avoir refusé de signer le traité des *XXIV articles*. Il fermait sa première dépêche sur une note de grave anxiété. Le 17 septembre, il décrivait très clairement la situation : même obstination unanime dans les Pays-Bas et en Belgique, et vive opposition des cours du Nord à toute mesure coercitive de la part de la France et de l'Angleterre. Pourtant il prévoit que la France ira jusqu'au bout.

Il explique les difficultés de la procédure d'arbitrage engagée en septembre par les deux grandes Puissances. On se rappelle les propositions : reddition mutuelle de la citadelle d'Anvers aux Belges et de Venloo aux Hollandais. Une réponse devait être faite à ces propositions avant le 2 octobre; faute de quoi, des mesures de coercition seraient prises contre celui des deux pays qui les aurait repoussées. Le roi Guillaume conteste aux Puissances le droit de procéder à cette démarche, qui ne leur est accordé qu'à partir du quinzième jour après la signature du traité. Or, il n'a pas signé. Les Puissances n'ont donc pas le droit d'intervenir. De son côté, la Belgique pose l'évacuation d'Anvers comme condition préalable à celle de Venloo. Or, y consentir serait se départir de la neutralité qui est elle-même la condition posée par les cours du Nord pour consentir à une intervention des Puissances. Legaré ajoute néanmoins que « from the most satisfactory sources » [et par là, il faut sans doute entendre le Ministre d'Angleterre à Bruxelles⁽¹⁾], il est fondé à penser « que la France et l'Angleterre sont en droit d'attendre plus de confiance et de franchise de la part du gouvernement belge, qu'on ne peut le supposer d'après la réponse qu'elles viennent d'en recevoir ».

(1) Voir ci-dessous, p. 42, n. 1.

Le 27 octobre, il rapporte une conversation avec Sir Robert Adair ⁽¹⁾ qui lui a appris que les deux Puissances, lassées de la résistance des cours du Nord, projettent de mener le siège de la citadelle d'Anvers et le blocus de l'Escaut avec une rapidité telle que la citadelle pourrait être livrée aux Belges et l'armée et la flotte retirées, avant que la Russie ait eu le temps d'intervenir.

La dépêche suivante est écrite le jour où l'armée du maréchal Gérard franchit la frontière. Legaré met l'accent sur les difficultés que le gouvernement belge a rencontrées dans son opinion publique pour pouvoir inviter le gouvernement français à procéder à cette intervention, cette démarche ayant été considérée comme une marque de méfiance du Roi et du Cabinet à l'endroit de l'armée. Mais la dépêche respire la confiance, et Legaré, en sa qualité d'Américain, est bien placé pour apercevoir pourquoi les Puissances ne laisseront pas s'engager une guerre mondiale en vue de soutenir les prétentions du roi Guillaume. « Le monde en a assez des monopoles, si la Hollande n'en a pas assez, et il y a trop d'autres pays, outre la Belgique, qui ont intérêt à avoir un port libre à Anvers, pour que la Hollande ait la moindre chance d'obtenir

(1) ADAIR (Sir Robert), diplomate et homme d'Etat anglais (1763-1855), ami intime de Charles James Fox. Voyage d'études à Berlin, Vienne et Saint-Petersbourg pendant la Révolution française. Ensuite député whig pour Appleby et Camelford. En mission à Vienne en 1806 et à Constantinople; K. C. B. en 1809 en récompense pour cette mission. Envoyé comme Ministre à Bruxelles en 1831, succédant à Lord Ponsonby, il intervint pendant la bataille de Louvain auprès du prince d'Orange pour le déterminer à arrêter son offensive en raison de l'approche des troupes françaises du maréchal Gérard. La mission de Sir Robert à Bruxelles prit fin en 1835. Il devint alors membre du Conseil Privé.

les sympathies de l'humanité dans une controverse de ce genre. »

Le 26 novembre, l'armée est devant Anvers, mais le roi Guillaume se cantonne dans son obstination. Legaré examine d'abord, en un exposé encore aujourd'hui bienvenu, l'aspect juridique de la situation et en particulier les difficultés où l'intervention franco-anglaise a placé le Cabinet belge. Après quoi, envisageant le point de vue de fait ou plutôt, du fait accompli, il dégage l'alternative où se trouvent les Belges : ou bien accepter l'intervention et en tirer le meilleur parti ; ou bien la désavouer, rompre les négociations, et reprendre les hostilités contre la Hollande. Si une majorité se dégage à la Chambre pour suivre cette voie, il en sortira évidemment une guerre européenne. En *post scriptum*, il ajoute que le ministre d'Angleterre vient de lui confirmer que le consentement donné par le Cabinet belge à l'intervention des Puissances est inconditionnel. Les Belges n'ont aucun droit à demander ce qu'on fera de Venloo et du Limbourg, lorsqu'ils auront été donnés en garantie aux Puissances. On songe à faire de l'Angleterre la dépositaire de ces territoires, en vue de rassurer la Russie ; solution qui entraînera une opposition irréductible de la Chambre. Pourtant, les Puissances ne permettront pas à la Belgique « de prendre son droit dans ses propres mains ». Dans toute cette dépêche, on sent que vers la fin de novembre, l'opinion publique belge, dont le nationalisme est poussé à une très haute température, est devenue un des facteurs décisifs de complication de la situation. D'autre part, Legaré s'étonne des retards du siège d'Anvers et rapporte les bruits qui circulent : on soupçonne la France de vouloir, une fois la citadelle tombée, prendre possession de la ville, pour s'en servir contre de nouvelles éventualités.

Le 6 décembre, Legaré annonce la chute du Cabinet et les progrès du siège d'Anvers, désormais poussé avec vigueur (le général Wool est aux tranchées). Sa dépêche se termine sur une note optimiste : « Il est peu probable que la paix générale de l'Europe soit troublée ».

Le 15 décembre, les événements se développent selon la même ligne, et dans le plan militaire — la lunette Saint-Laurent est prise —, et dans le plan parlementaire — il est toujours impossible de former un Cabinet —. Legaré remarque : « Un gouvernement extra-parlementaire serait ici une nouveauté. Il exige un degré d'expérience que les *leading men* n'ont pas encore pu acquérir; et la liberté qui préside aux débats au Parlement et dans la presse, conduit à des discussions qui, dans l'état actuel des affaires, révèle plus de talent pour découvrir les fautes commises que pour les redresser (ce qui est plus difficile) ».

Enfin, le 27 décembre, la citadelle d'Anvers est tombée, et Legaré trouve encore d'heureuses formules pour décrire la situation juridique équivoque où se trouve le maréchal Gérard, embarrassé de la garnison prisonnière. « Toute l'expédition a été une nouveauté dans l'histoire des nations. Ce n'est pas pour faire, mais pour empêcher la guerre que l'armée française est entrée en Belgique, pour mettre en vigueur un contrat, pour mettre à exécution le droit qu'avait rendu la Conférence. Le maréchal Gérard faisait ce que fait un sheriff qui a en poche un mandat de *habere facias possessionem*. Comme un sheriff, il avait le droit de surmonter par toute la force nécessaire à cette fin, la résistance qui lui serait opposée. Mais une fois l'intrus évincé, une fois le propriétaire légal mis en possession de la maison, il n'avait pas le droit

de conserver l'intrus sous sa garde. » Et Legaré ajoute :

« Par cet heureux résultat, la controverse belge est en fait réduite à une seule question, très accessoire, et qui est aussi importante pour tous les états que pour le gouvernement belge : celle du péage qui sera payé pour la navigation de l'Escaut, ou pour s'exprimer plus exactement, de l'indemnité qu'on paiera à la Hollande pour assurer la liberté de l'Escaut. Il faudrait beaucoup de maladresses ou des événements malencontreux et inattendus, pour empêcher un règlement final de cette question en faveur du présent ordre de choses et de la paix européenne, et il faudrait qu'un tel événement se produise avant peu. »

*
* *

Nous nous arrêterons dans la présente publication à la dernière dépêche de 1832, espérant avoir montré l'intérêt de la correspondance diplomatique de Legaré avec le Département d'État. Aussi bien, ce *terminus* commode correspond à une réalité dans les faits, puisqu'il marque une détente décisive dans la crise européenne créée par les événements belges.

Il va sans dire que l'on considère que ce court mémoire n'aurait pas été inutile, s'il avait réussi à attirer l'attention sur l'ensemble des sources de l'histoire diplomatique belgo-américaine réunies aux Archives du Département d'État à Washington. Quelques coups de sonde dans les volumes afférents à la période de l'aventure mexicaine et de la guerre de Sécession nous ont convaincu que la moisson pourrait être fructueuse.

Le dossier de ces sources comprend :

SOURCES DIPLOMATIQUES : Série *Ceremonial*, lettres

de créances originales présentées par les représentants étrangers aux Présidents des États-Unis.

(1 vol., 1832-1906.)

Série *Instructions*, correspondance adressée par les Secrétaires d'État aux agents diplomatiques à Bruxelles (en copie, les originaux étant à Bruxelles).

(4 vol., 1832-1906.)

Série *Dispatches*, correspondance adressée par les agents diplomatiques à Bruxelles aux Secrétaires d'État à Washington (originaux). (38 vol., 1832-1906.)

Série *Notes to Foreign Legations*, correspondance adressée par les Secrétaires d'État aux représentants étrangers accrédités à Washington. (7 vol., 1832-1906.)

Série *Notes from Foreign Legations*, correspondance adressée par les représentants étrangers accrédités à Washington au Département d'État.

(12 vol., 1832-1906.)

SOURCES CONSULAIRES : Correspondance du consulat d'Anvers. (14 vol., 1802-1906.)

Consulat de Gand. (6 vol., 1860-1906.)

Consulat de Bruxelles. (4 vol., 1863-1906.)

Consulat de Liège. (6 vol., 1863-1906.)

*
* *

C'est pour moi un agréable devoir de rappeler ici que Miss Alice Brown, Ph. D., Archiviste au Département d'État, a bien voulu guider mes pas dans les collections diplomatiques conservées au State, War and Navy Building de la belle Pennsylvania Avenue, à quelques pas de la Maison Blanche, à Washington.

Cambridge, Mass., U. S. A.

HENRI LAURENT.

Novembre 1933.

1.**14 avril 1832.**

Washington, D. C.

L'Hon. Edward Livingston, Secrétaire d'Etat des États-Unis, annonce à H. S. Legaré, la confirmation de sa nomination comme chargé d'affaires à Bruxelles, par le Sénat. Le baron de Behr, ministre du Roi des Belges, étant actuellement en route pour les États-Unis, avec pleins pouvoirs pour négocier un traité de commerce à Washington, il n'y a pas lieu pour Legaré (qui se trouve actuellement à Charleston, S. C.), de partir pour Washington avant six semaines ou deux mois, pour y recevoir sa commission et ses instructions.

Instructions-Belgium, Volume I, Instruction 1.

2.**26 avril 1832.**

Charleston, S. C.

H. S. Legaré accuse à l'Hon. Edward Livingston, Secrétaire d'Etat, réception de la nouvelle de sa nomination, l'en remercie et lui annonce son intention de gagner Washington dans la première semaine de juin.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 1.

3.**28 juin 1832.**

Washington, D. C.

L'Hon. Edward Livingston, etc., annonce à Legaré

l'envoi de la documentation courante et lui fait connaître le montant de ses appointements (\$ 4.500).

Instructions-Belgium, Volume I, Instruction 3.

4.

29 juin 1832.

Washington.

*Instructions d'Edward Livingston, Secrétaire d'Etat,
à H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles.*

.....

You will be careful on this as well as every other occasion, to avoid any thing that may give umbrage to any of the Powers who may not have acknowledged the independance of Belgium. The political situation of that country and the relations of the United States with all the powers of Europe will require the use of great discretion and circumspection on this head. Desirous of preserving not only peace, but harmony with all, every expression is to be avoided that might be construed into a predilection for either, while with each, the representative of our nation will endeavour to keep alive the most friendly disposition.

Your position in a central part of Europe, and your character as representing the interests of a nation unconnected with the political combinations of that quarter, will enable you to obtain information that may be important to your country, the commerce of which is more or less affected by events in Europe which change the relations of its powers with each other. These you will carefully note and communicate to the Department with your observations. All new laws and regulations in commerce or the projects of making them must be accurately observed, and

their progress and final enactment made known, wether they *immediately* affect the commerce of this country or not — their ultimate effect being frequently of importance.

.....

Instructions-Belgium, Volume I, Instruction 4
(Extraits).

5.

26 septembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

(Arrivé à Bruxelles le 21 septembre, il n'a pu s'occuper utilement avant la veille. Rendu à Paris le 19 août, il y était demeuré quatre semaines, c'est-à-dire plus qu'il n'avait compté...)

But many considerations weighed with me to protract it. The two most prominent were the fact, known to all Europe, that the politics of France and the politics of Belgium are, as things stand at this moment, precisely the same, and their interest (in respect of their continental relations, of course) completely identified, and my own entire want of experience in the new and delicate function committed to me by the government. It was of great importance to me as a diplomatic agent accredited to this Court (itself a new one) to have the advantage of being presented to one with which it is by every sort of ties so closely connected; and I avail myself of the occasion to express my gratitude to Mr. Rives ⁽¹⁾ for the pain he

⁽¹⁾ RIVES (William Cabell), homme d'Etat et diplomate américain (Nelson County, Va., 1793; Castle Hill, Abermale

took to promote the objects I had in view. After the necessary delay, which need not be mentioned, I was presented to the King at Neuilly and had the honor, ten days afterwards, to dine with the Court at the same place. The interest (as strictly affectionate and domestic as any that occurs in private life), which the reigning family of France feels in everything connected with the welfare of Belgium, ensured to me a kind reception from them, and in my conversation with them, I endeavoured to pave the way for a similar reception there. The day after I dined at Neuilly, I set out with General Wool on my journey hither. He begged me to act as his interpreter at the important post of Douay which had been particularly recommended to his attention, and a delay there of about two days for the purpose of *inspection* was the only delay in our journey.

(Il a annoncé son arrivée au Ministre des Affaires étrangères et demandé à présenter ses lettres de créance. Copie de sa lettre en date de l'Hôtel de Bellevue, 22 septembre 1832, est annexée à la présente dépêche. La réponse du Ministre, fixant au lundi suivant sa réception par le Ministre, est également annexée à la dépêche. Le Ministre, général Goblet ⁽¹⁾, l'a donc reçu la veille.)

He expressed himself on behalf of his government, most favorably disposed toward the United States and observed that he thought we had a deep and peculiar

County, Va., 1868), avocat et homme politique en Virginie, son pays natal; membre de la Chambre des Représentants à Washington. Ministre à Paris de 1820 à 1832 et de 1849 à 1853. Sénateur de 1833 à 1834 et de 1836 à 1845.

(¹) V. *supra*, p. 38, n. 1.

interest in the prosperity of Belgium. I replied to him that, as a growing, prosperous and enterprising nation, the United States have indeed a deep interest in the welfare of all of the nations, *and especially in whatever has a bearing upon the freedom of navigation and commercial intercourse* [souligné dans le texte]. After a few moments of such conversation, I took the liberty (which I prepared by as many apologies and palliation as I could express in French) to request that he would procure me as early an interview with the King as was consistent with the perfect convenience of His Majesty, assigning as a reason for my solicitude upon the subject, that General Wool, who had been sent abroad by the Government for purposes which I mentioned, was at Brussels and would remain in Belgium but a short time. I therefore wished to have an early opportunity of presenting him to the King, since I could not doubt that here as in France every facility would readily be afforded him by the Government, and the juncture (on the very eve, apparently, of hostilities) was a most interesting one.

(Tous deux — Legaré et le général Wool — sont invités à dîner le jour même au Palais. Présentés par le Grand Maréchal de la Cour, ils ont été l'objet d'une réception conforme à leur attente. Legaré exprime au Roi combien le Gouvernement des Etats-Unis a été heureux de l'issue des événements de 1830 et 1831.)

The King conversed with me in a very statesman-like manner about the points of commercial contact (if I may so express it) between the two nations. Among other things, he dwelt upon the prospect of resuscitating completely the fortunes of Antwerp by

making it almost a free port and securing to it the undisturbed navigation of the Scheldt. In fact, I have understood from our consul in that city that in spite of all its present difficulties (which are very great), its trade is very much increased, and that it fairs soon to divert a considerable part of the trade of the Rhine from Amsterdam and Rotterdam.

General Wool was afterwards presented to the King, who did him the honor of inviting him to breakfast at the Palace this morning, and to go immediately afterwards in one of the royal carriages to see a great review which is to take place today in this neighbourhood.

(Legaré informe le Secrétaire d'Etat qu'en vue de compléter son information, il a souscrit à trois journaux, deux gouvernementaux et un de l'opposition. Le Roi de Hollande a rompu les pourparlers et les armes vont décider de la solution du conflit. Le duc d'Orléans va rendre visite à sa sœur la Reine, et le maréchal Gérard est arrivé dans le Nord de la France pour y prendre le commandement d'un corps d'armée qui est prêt à intervenir, dès que les Gouvernements belge et français jugeront le moment venu d'appliquer les décisions de la Conférence de Londres.)

It is possible, perhaps probable that the King of Holland will yield to the first demonstration by an unequivocal overt act of such a purpose on the part of those governments. The prospect of a general war growing out of the Belgian controversy, seems diminished by the interest which Prussia has in the free navigation of the Scheldt, as well as by the reception

at the Courts, both of Austria and the Power just mentioned, to the Ambassadors of Belgium. What effect the very important and rather difficult question of the Spanish succession, may have upon the peace of Europe and the destinies of its governments is another affair. The name at least is of evil omen.

(Passage de la dépêche relatif au budget de la mission et la bibliothèque de documentation fournie à Legaré par le Département d'État.)

Before closing this communication, I have to state that a rumor not groundless, it is said, prevails here that the Ambassador of His Prussian Majesty at Paris has *protested* against the French Army of the North' crossing the Belgian frontier, in case of an open rupture with Holland. This looks more threatening than anything I have as yet heard. And even while I write these lines, General Goblet, the Secretary of Foreign Affairs *ad interim*, speaking with me about the prospects of his country (which he did a good deal at the Conference to improve), betrays, without expressing, a deep anxiety on the subject.

(Nouvelles questions relatives au budget de la mission.)

I have the honor to be
with high consideration,
Your obed^t Servitor,

(s.) H. S. LEGARÉ.

The Hon. Edward Livingston.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 2.
(Arrivée à Washington le 18 novembre 1832.)

6.**3 octobre 1832.**

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

(Il n'a rien de neuf à communiquer au sujet de la situation politique. A propos du budget de sa mission, il désire savoir si le Gouvernement alloue les frais de loyer d'un appartement) for the preservation of archives as well as clerk hire. It seems to me impossible to expect that a public minister residing, perhaps (as I actually do at present) in a public hotel, should have his diplomatic records lying about his salon or his chamber.

(Grâce à une offre de l'ambassadeur d'Angleterre, il fera désormais transporter son courrier par le chargé d'affaires des Etats-Unis à Londres.)

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 3^{bis}.
(Arrivée à Washington le 26 novembre 1832.)

7.**5 octobre 1832.**

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

American Legation.
Brussels 5th Oct^r 1832.

To the Honorable

The Secretary of State of the United States.

SIR,

Since my last dispatches which went by the Havre

packet of the first inst. nothing has *actually* occurred to alter the situation of things here except the assembling of the combined fleets of France & England at Spithead. It is said, also, that the captains of French & English vessells (*sic*) have received instructions to withdraw from the ports of Holland for fear of an embargo, & from that of Antwerp, in contemplation of a blockade. I received a letter from the American Consul there some days since stating that there were only three American vessels in the latter port, & there have been no arrivals, I believe, since that time. At all events should anything happen, in the way of open hostilities between the belligerents or of armed interference from the two nations that have determined to act as arbitrators, or rather to execute the award of the conference, on the subject of the controversy, there will be no difficulty in our captains having timely notice of it.

As to the probability of such an event as the investing of the citadel of Antwerp by the French & English for, as I informed you in my last that a convention had been signed between the ambassadors of those two powers to that effect. It was agreed that both the Dutch & Belgian governments should be formally summoned by France & England, mutually to surrender the portions which each still holds of those territories, assigned by the treaty of November, to the other — that they should be required to give to the arbitrating powers, an explicit answer by the 2^d inst. — that in the event of either of the parties consenting to comply with this requisition, the other should be compelled to do what was required by the 15th, — when the forces of the allied powers should be put in motion for that purpose — that in case the fleet failed (by blockade & captures &c) to constrain

the Dutch government to evacuate the citadel, a French army should (*provided* always his Belgian Majesty should *request* such a step to be taken) invest it by land —. In consequence of this convention, a call was formally made upon both the belligerents — the one to give up Venloo &c, the other to surrender the fortresses on the Scheldt. The answers of both of them have been received —. The King of Holland pleads that France & England have no right to take the step in contemplation, because the treaty of November only authorizes such an interference in case the parties should be *in mora* fifteen days after after (*sic*) they should have signed it. Now the Government of the Netherlands has hitherto refused to *sign* the treaty. Therefore &c, a refusal of some sort or other (not a mere quibble perhaps by which it would endeavor to take advantage of its own wrong) was expected from the Dutch government, but an obstacle presented by the other party was rather unforeseen. The fact is, however, that this government has given an unsatisfactory answer, the amount of which is that the evacuation of Antwerp &c, shall be a condition precedent to that of Venloo &c. But it is obviously impossible for the Arbitrators to accede to such terms without forfeiting all pretensions to neutrality — the only condition on which the three Northern powers would consent to such an interference at all. This is precisely the present state of the controversy, of which I derive my knowledge from the most satisfactory sources. It is still possible that things may continue as much or even become more embroiled than they now are, but after going so far, it is not to be conceived that France & England will suffer themselves to be put off with mere subtleties. I think they have a right to expect more

confidence & frankness from this government than is implied in the answer they have received from it...

(Il a fait des représentations au Ministre des Affaires étrangères au sujet de l'arrestation d'un citoyen des Etats-Unis par des soldats belges à Wuestwezel ⁽¹⁾. Il félicite le Secrétaire d'Etat sur l'heureuse issue des négociations avec Naples.)

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 3.
(Arrivée à Washington le 31 décembre 1832.)

8.

17 octobre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

(Il explique par quelle voie il fera parvenir son courrier. La situation est inchangée.)

The King of Holland adheres pertinaciously to his view of the question and is thoroughly supported in his determination by his whole people. On the other hand, it is quite impossible that this government should consent to the terms which he exacts. There seems, so far as I am judge, to be the greatest unanimity among the Belgians on that point, however they may differ on others. But then the difficulty seems to be the unwillingness of the three northern courts to suffer any coercive measure to be adopted by France and England. Lord Durham ⁽²⁾ who

⁽¹⁾ Wuestwezel : Belg., prov. Anvers, cant. Brecht.

⁽²⁾ John George LAMBTON, 1st Earl of Durham, homme d'Etat anglais (Londres, 1792-Cowes, 1840), membre des Communes en 1813, parti whig. Un des chefs des Libéraux avan-

passed thro' Brussels some days ago on his return from a special mission to Saint-Petersburg and Berlin, was satisfied with the results of his negociation.

(De source sûre : il y a eu un conseil de Cabinet et une séance de la Conférence. On annonce que les flottes anglaise et française vont bloquer les ports de la Hollande avec le consentement des Puissances du Nord. Préparatifs militaires en Belgique et dans le Nord de la France. Le nouveau Cabinet français présidé par le maréchal Soult, poursuivra la politique du Cabinet Casimir-Périer. Le roi Louis-Philippe fera tout ce qui sera en son pouvoir pour défendre le trône de son gendre.)

The family tie which unites these monarchs is very different from that cold political relation which royal marriages generally produce. It is, unless I am egregious or deceived, a hearty and affectionate union, and will produce, as far as it may lie in the parties principally concerned, all the effects of a similar connection in private life.

I dined at Court a few days ago and had a very long conversation with him, which turned principally upon the commerce which is likely to subsist between this country and the U. S. He dwelt much upon the consumption of tobacco, rice and cotton, but observed to me repeatedly at intervals, that our tariff, especially in respect of woolens, bore very hard upon our customs here. I told him a recent reduction had

cés à partir de 1819. Pair en 1828, avec le titre de Baron Durham. Ses relations intimes avec le Prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, qui continua d'entretenir une correspondance avec lui après son avènement au trône de Belgique, le firent désigner en 1832 par Lord Grey, dans le Cabinet duquel il était Lord du Sceau privé, pour cette difficile mission auprès des Cours du Nord.

taken place, and I did not think it at all improbable that some further modification of the law would be made, as soon as experience should show, as it would, that the revenue arising from the customs under the present act would be a great deal more, than we should know how to dispose of advantageously to the country. It appears to me very desirable that the Dutch system of restraint, so far as Antwerp and the Scheldt are concerned, should be got rid of, and a free communication with the States of the Rhine be opened, as I trust it will, under the auspices of this government. I am persuaded the system of policy which King Leopold will adopt, so soon as he shall be delivered from the difficulties of his present position, will be in all respects consonant with the principles of enlightened reason and good government. I am so much struck by the admirable sense and temper which are displayed in his whole conduct and conversation, that I am tempted to repeat that I have already had the occasion to remark that it is impossible the Belgians should have made a happier or a wiser choice.

(Il a reçu les pièces d'archives de la Légation. Ayant appris par Rives que les frais de représentation comprenaient le montant du loyer d'un bureau, il a loué un appartement pour 300 francs par mois. Un employé qu'il a engagé lui coûte autant.)

I would take the liberty of remarking here that without an allowance of the kind, the situation of a chargé d'affaires, by no means as I know from experience, desirable in itself, becomes in the last degree lonesome and disagreeable. I think the Executive ought to press it upon the consideration of Congress, that it is far from being an advantage in any point of

view to the American people, to send its Representatives abroad with inadequate compensation, and to expose them to perpetual mortification, and to make their whole life a painful struggle to reconcile inevitable expenses with necessary, however sordid parsimony.

I have, *etc.*

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 4.

9.

27 octobre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

Mission to Belgium.

Brussels, 27 Oct^r 1832.

To the Honorable,

The Secretary of State of

The United States, Washington.

SIR,

Since my last dispatches which were transmitted by the packet of the 20th inst. from Havre, nothing has transpired here to alter the face of affairs. About a week ago, I had a conversation with Sir Robert Adair upon the subject of the negotiations, who told me that a courier had been dispatched from London to Paris, bearing an offer from the British cabinet to the French, to enforce, by a joint expedition (the British by sea, their allies by land) against the citadel of Antwerp, the treaty by which those two powers have bound themselves to see Belgium put into peaceable possession of all her *ascertained* territory. The answer of the French cabinet was expected immediately, but some days have elapsed since the

time within which, if any (*sic*) thing decisive had been resolved on, we should have heard of it here — & yet all is still suspense & obscurity. It seems probable that the Court of Berlin, which *pro hac vice*, represents both Austria & Russia, frowns upon the entrance of a French army, however disposed to acquiesce in other measures of coërcion, at least not disposed openly to resist them, as, indeed, it could not without bad faith. But should France & England take the step proposed, it is likely their combined forces will be so commanding, that they will have taken possession of the citadel, restored it to the Belgians & withdrawn their army & fleet, before any measures could be taken by Russia (if she were even ready to resort to them) to succor the Dutch. But this is all speculative & we are all here weary of conjectures.

In reading over the 70 protocols, I observed that the question as to indemnifying the owners of neutral property destroyed at Antwerp, had been started by the Belgian plenipotentiary. The answer of the Dutch government was a very summary one, merely referring the unfortunate proprietor to those whose misbehavior had brought a merited chastisement upon themselves. How far third parties may be satisfied with such an answer is another question, which this is not the place to discuss. Having heard that some four merchants had sustained severe losses on that occasion, I was struck with the discussion, however incidental & slight, of the subject, in the negotiations pending between the belligerents...

(Proposition d'échange des publications officielles belges avec celles des États-Unis.

Remarques sur le fonctionnement défectueux de certains consulats.)

In this connexion I could remark as you will gather from the newspapers I transmit with this communication, that the spirit of emigration is spreading in Germany to a most extraordinary degree, among the more substantial classes of country people & tradesmen, who will bring out to our country considerable accessions of industry, intelligence & capital.

From some newspapers I sent some time ago, it appears that the King of Hanover ⁽¹⁾ has been submitting a *projet* for a code of commercial regulations in Germany. It does not appear, however, that this project embraces anything more (*sic*) the intercourse of the States that compose the Confederation...

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 5.
(*Arrivée à Washington le 17 décembre 1832.*)

10.

15 novembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

Legation of the United States.
Brussels, 15 Nov^r 1832.

To the Honorable
Edward Livingston,
Secretary of State of the United States.

SIR,

(L'incident créé par l'arrestation d'un citoyen américain à Wuestwezel ⁽²⁾ est réglé.)

⁽¹⁾ Guillaume IV (R. 1830-1837).

⁽²⁾ V. *supra*, n° 7, p. 57.

... Today the French army of the North crosses the frontier, in order to execute the convention between France & England — of which I spoke in my last despatches. You will remember that an invitation to that effect from the Belgian government to the cabinet of the Thuilleries (*sic*) was a condition precedent to any offensive operation on the part of the French army. This invitation has been given & is, as you will perceive from the newspapers I send to the department, openly avowed by the ministers here. How far their conduct in this particular will meet with the approbation of the country, is not yet perfectly certain. There exists a strong feeling (& it certainly is a very natural one) of dissatisfaction among many high minded men, upon the subject of this interference, which they think reflects discredit upon the Belgian arms, as it seems to them to imply a distrust of them. It was expected that another would be made in the Chamber of Deputies on the very first day of the session (Tuesday last) to protest against the measure, before it should be a *fait accompli* & irrevocable, but this project, if it was ever seriously contemplated, came to nothing. Two days are passed since the meeting of the chambers, & today the French army is in Belgium, without any decided step having been taken by those opposed to its interference.

It seems to me improbable that General Chassé will make any serious resistance. It is pretty well ascertained, that however reluctantly they may have acquiesced in the necessity, the northern courts have no idea of kindling up a general war because the King of Holland wishes to embarrass the commerce of Europe with his exploded pretensions about the navigation of the Scheldt. The world has had quite

enough of monopoly, if Holland has not, & there are too many other countries, besides *this*, interested in having a free port at Antwerp, to give him any chance for the sympathies of mankind in such a controversy. I scarcely think it credible that the Dutch general who commands the citadel of Antwerp will venture to burn down the city as rumor says he will, on the appearance of the French army. This is not an age I trust, for the perpetration, still less for the impunity of such wanton & savage atrocities.

The King opened the session of the legislature here, the day before yesterday, in solemn form, with a speech which I herewith transmit to the department.

The Consul at Antwerp informs me that there is not a single American vessel in that port.

I will endeavour to give you some additional information by the same packet, as late as the day after tomorrow. This being the last regular mail day, I would not venture to reserve my despatches for the extraordinary conveyance to which I have reference & which I have not yet tried.

I have the honor to be,
With high consideration &c

H. S. LEGARÉ.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 6.
(*Arrivée à Washington le 3 janvier 1833.*)

11.

26 Novembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'État.*

Legation of the United States.
Brussels, 26 Nov^r 1832.

To the Honorable
Edward Livingston,
Secretary of State of the United States.

SIR,

At the date of my last dispatch (for I have regularly written by all the packets from Havre, since my arrival here) the French were crossing the frontier. Ten days are since elapsed, and they have made no progress whatever towards the accomplishment of their chief object, except that their army is collected about Antwerp. The summons to surrender the fortress, which is to be formally made, has not yet gone forth & there seems to be some doubt when it will. I suppose, however, in a few days something decisive may be expected. In the meantime, from the papers you will perceive that there is no disposition whatever, on the part of the King of Holland, to recede from the position he has hitherto maintained. What the actual application of force may do, it may be difficult to conjecture, but we may safely affirm that he has exhibited no alarm or weakness at its approach.

Meanwhile a debate of great interest is going on in the House of Representatives here. The Minister of Foreign Affairs made a full *exposé* of the conduct & results of the negotiations at London (of which a copy is herewith transmitted) & a discussion has arisen on the general state of the action thus set forth, in framing the answer of the House to the discourse of the King. The question may be thus summed up. The House, that is, the opposition in the House, who are strong enough to put in a majority of members of the committee on the address of their own party,

charge the ministry with having deviated from the *spirit* of those acts by which the Chambers declared their *adhesion* to the articles of the 15 Nov^r (last) commonly called the 24 articles, in having agreed to the intervention of France & England, the only object of that intervention being, to put the parties of the controversy in possession of the *territory* to which they are respectively entitled under the 24 articles, without having any effect (except a very contingent & undefined one) upon their execution in other respects. The consequence of this, you are aware, will be to give up to Holland one tenth (400,000) of all the population of Belgium in Venloo & Limbourg, in exchange for the citadel of Antwerp & its dependencies, without anything being decided as to the debt, the navigation of the Scheldt & the Meuse, the internal communications by land & water &c. The ministry reply by citing the very language of the chambers, enjoining it on them, above & before all things, to insist upon the neutral evacuation of territory, & that language does, in fact, seem to be susceptible of the interpretation put upon it by the ministry. But the opposition reply that the *évacuation préalable* spoken of by the Chambers, meant & could mean only evacuation *de gré à gré*, not compulsory one, & they urge with vehemences that to abandon 400,000 of their brethren, who have shared in all the glory & the guilt of the rebellion, to the Dutch government would be as base as it is impolitic to exchange that territory for the citadel alone, which is no fair equivalent for it. But then a party, somewhat between the ministry & the opposition say, rather sceptically however, that the ministry have not consented & will not consent to cede that territory without taking security that Holland will pass an act

of oblivion in regard to it. On this point, I am not quite sure, that the answer of the ministers is explicit. For the present they seem to hint an assent to the necessity of some such stipulation. In the meantime, they deny that the evacuation was either said or meant to be, a mutual evacuation by consent.

There appears to me to be much force in the views of the opposition, for there is all the difference in the world between the King of Holland *estopping* himself by a voluntary cession of the fortress & abandonment of the Belgium territory, from ever setting up any claim upon it, & his being forced out of it by England & France, meditating & even menacing a recapture of the post &, indeed, a complete restoration of dynasty.

But then comes the practical question, which puzzles many who do not approve of the conduct of ministers so much as to make the result of the discussion still uncertain, what is to be done? The armed intervention with the consent of this Government is a *fait accompli* — approve or disapprove of it, what do you propose? *They* interfere as arbitrators to execute a treaty which they have virtually dictated — the only condition precedent to their interference (the invitation of this government) has been fulfilled — here they are, think or do what you may — the alternative presented is either to acquiesce in what cannot be undone & make the most of it, or to disavow it altogether, break off all negotiation & right yourselves as against Holland, by open war. If a majority of the chambers should adopt this latter course, the consequences cannot be anticipated. For my own part, I think a general war would ensue, for the Northern Powers whose panic about revolutions is probably somewhat diminished within the last

year, would perhaps, be glad to avail themselves of such an occasion, to absolve themselves from the bond of the 24 articles. But will France & England consent to Belgium's adopting so perilous a course? Any war would be unpopular & almost impracticable in England, situated as she is, & the French Cabinet, which is a very able one and inclined to peace, & which, besides, as is manifest from the results of all their recent parliamentary triumphs, have gained a complete ascendant over the popular mind in France, would naturally do all they could to prevent any change in the existing condition of things. This is, however, all speculation & you know how to appreciate the conjectural predictions of politicians...

(Entretient le Secrétaire d'État de la question des frais de loyer des bureaux de la Légation.)

P. S.

Nov^r 26, 1832 (3. Oclock) (*sic*).

Since I finished the above, I made an effort, tho' laboring under severe & painful indisposition, which has prevented my attending the debates of the Chamber for the three last days, to see one of the representatives of the arbitrating powers at this court. The position of the ministry is just what I conjectured it was. By their assent to the entry of the French army, which was wholly unconditional, they have no right to ask what disposition will be made of Venloo & Limbourg, when Belgium shall have given them in *pledge*, to France & England. To pacify Russia, that power, for instance, may be made the depositary. But there seems to be very little doubt that the Chamber will refuse to authorize the delivering up of the territory in possession of Belgium, except for *ulterior* conditions which, it is probable,

the arbitrators will not submit to. Then what will happen? I have already hazarded an opinion, & I think it will be verified that England & France, will not *suffer* Belgium to take the law into her own hands.

But what means this long delay at Antwerp? Does France mean to keep possession of the city, once the fortress be taken, against future *éventualités*, as it is popularly expressed?

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 7.
(*Arrivée à Washington le 27 janvier 1833.*)

12.

6 décembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'État.*

American Legation.
Brussels, 6th Dec^r 1832.

To the Honorable
Edward Livingston,
Secretary of State of the United States.

SIR,

Since my last dispatches, two events of capital importance have occurred here — the resignation of the whole ministry & the prosecution, with vigor & not without some effect, of the attack of the forts & the citadel of Antwerp.

I endeavoured in that communication, to present you a summary view of the country, so far as I had been able to gather information in regard to them,

from sources to be relied on. Up to the date of that paper, it was uncertain how the discussion of the address would terminate, & I remarked that, upon one important point, viz., what guaranty they had secured that the forts of Limbourg & Luxembourg about to be delivered up to Holland, would not be unconditionally abandoned to her by the arbitrating powers, the answer of the ministers did not seem to be very explicit, nor quite satisfactory. The issue of the debate turned upon this head. The vote being taken, it was found that the ministry, including their own voices had a majority of *two* out (*sic*) eighty six, the whole number of members present. Upon this result being made known, they all resigned. This vote, I ought to mention, had been taken, upon an amendment & it should seem, that they inferred from it, that on the final question upon the passing of the whole address, their slender majority would escape them. Otherwise, I am at a loss to conceive why they should abandon their posts at such a crisis. The King has since, in vain, attempted to form another ministry & it seems not improbable that the late one will have to be restored.

The French have made, it is said, prodigious speed in constructing their works for the attack of the citadel, & they have opened upon some of the Dutch fortifications a destructive fire. A terrible cannonade was heard here all yesterday afternoon, as yet, however (2 O'clock P. M.) (*sic*) nothing very decisive has occurred. You will learn, from the newspapers I send herewith, as much as I know. General Wool came hither from Paris some days ago, expressly to witness the operations of the siege. At his request, I wrote to Baron Evain, « the Minister *Director* of

War » ⁽¹⁾ for permission to General Wool, to enter the citadel of Antwerp &c, putting it upon the ground of its falling within the scope of his public mission. The Baron was good enough to refer it to his Majesty, from whom he obtained the necessary order.

I have the honor to be,
with distinguished consideration

Sir,
Yr obed^t sev^t
H. S. LEGARÉ.

To the Honorable
Edward Livingston &c &c

P. S. The general conviction seems still to be that the peace of Europe is not likely to be disturbed.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 8.
(Arrivée à Washington le 27 janvier 1833.)

13.

15 décembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

(1) EVAÏN (Louis-Aug.-Fréd., baron), homme d'Etat et de guerre (Angers, 1775-Bruxelles, 1852), officier d'Artillerie dans l'armée française, général de brigade (1813), lieutenant-général, pensionné en 1824. Rentré en activité après la révolution de juillet, mis à la disposition du Roi des Belges en août 1831; inspecteur général de l'Artillerie, directeur de la Guerre le 21 mai 1832. Ministre de la Guerre le 18 septembre 1832, conserva ces fonctions jusqu'en 1836.

American Legation.

Brussels, 15 Dec^r 1832.

To the Hon. Edward Livingston

Secretary of State of the United States.

SIR,

Since my last dispatches, nothing at all has transpired here of any importance, except the taking of the fort S^t Laurent, an outwork or dependance rather, of the citadel. This triumph, inconsiderable as it is, will probably influence the ardor of the French troops — always sufficiently animated in attack — & we may expect to hear of the fall of the citadel itself, as soon as it can be taken *according to rule*.

There is a report, however, that the Dutch Fleet are about to enter the Scheldt for the purpose of defending the citadel. It is hardly credible, I should think, that the allied fleets will suffer it (*sic*) do so — not to speak of the danger of ice at this season of the year.

The King has as yet been unable to form a ministry. An independent government is a new thing here, requires a degree of experience which the leading men have had no means of acquiring, & the liberty both of debate & of the press leads to discussions which, in the actual state of things, reveals more talent for finding faults than for correcting them — at any rate, far the more difficult task of the two.

I received a letter from M^r Wheaton ⁽¹⁾, today, which

(1) WHEATON (Henry), jurisconsulte, magistrat et diplomate américain (Providence, R. I., 1785-Dorchester, Mass., 1848), auteur d'ouvrages considérables sur le droit maritime et le droit international, en particulier une *Histoire du progrès du droit des gens en Europe* (1838. Trad. angl., 1845). En 1832, il était chargé d'affaires à Copenhague.

confirms the general opinion, that the Northern powers have no disposition, at least no *intention* to make war upon France & Belgium. The complete triumph of the Ministry in the former country, over their political opponents will, no doubt, greatly contribute to confirm them in this pacific temper.

I send you a bundle of newspapers, from which you will be able to gather the most precise information, as to the progress & present state of the siege.

I have the honor to be
with high consideration

Sir,
Your obed^t Sev^t
H. S. LEGARÉ.

The Hon. Edward Livingston.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 9.
(*Arrivée à Washington le 15 février 1833.*)

14.

27 décembre 1832.

Bruxelles.

*H. S. Legaré, chargé d'affaires à Bruxelles,
à Edward Livingston, Secrétaire d'Etat.*

Legation of the U. States.
Brussels, 27 Dec^r 1832.

To the Hon. Edward Livingston,
Secretary of State of the United States.

SIR,

Since my last dispatches the citadel of Antwerp is fallen into the hands of the French, & General Chassé & his whole garrison are prisoners — but whether

prisoners of war as the victorious general has called them, or prisoners of a denomination yet unknown to the public law of Europe, is a grave question for the diplomatic corps. The whole expedition was a novelty in the history of nations. It was not to make, but to prevent war that the French army entered into Belgium. They came to enforce a contract, to execute the law which the *Conference* had enacted. Marshall Gerard was doing what a sheriff does who has a writ of *habere facias possessionem* in his pocket. Like a sheriff, he had a right to overcome, by all the force necessary for that purpose, the resistance that was opposed to him. But the trespasser once turned out, & the rightful owner put into possession, he has no right to keep the former in custody. The English Ambassador was, I understand, very uneasy at the first announcement of the capitulation, especially about the use of the term «prisoners of war», but it seems probable that no serious difficulty will arise out of this verbal difference. The probability is that the French will crown their really brilliant expedition, by setting the Dutch troops at large in a few days. Whether they will themselves return so soon, to France remains to be seen. The King of Holland has been, since the taking of the citadel, summoned to surrender two other forts which were at first under the command of Gen. Chassé, but were afterwards detached from the citadel. His answer is not yet officially known, but no doubt is entertained but that it will be in the negative. The same stubborn, impenetrable obstinacy, or the same confident anticipation of a general war in the spring, which made him expose so many brave men to destruction in the citadel of Antwerp, can scarcely fail to make him dispute every inch of ground to the last.

By this happy result, the Belgian controversy is really reduced to a single point — & that a very subordinate one, in which, besides, this government is not much more deeply interested than the States in the interior —, I mean the *quantum* of the toll to be paid for the navigation of the Scheldt, or to express it more accurately, of the indemnity which Holland is to receive for its liberty. Matters must be very clumsily managed indeed, or some very untoward & unexpected events arise, to prevent a final settlement of the question in favor of the present order of things in this country & the peace of Europe — & that in a short time.

I have the honor to be, Sir,
with distinguished consideration

Your obed^t Sev^t

H. S. LEGARÉ.

The Hon. Edward Livingston.

&c. &c.

Dispatches-Belgium, Volume I, Dispatch 10.
(*Arrivée à Washington le 23 février 1833.*)
